Réforme du collège
nous voulons gagner

La ministre use et abuse de la communication. Celle-ci a pris une forme caricaturale avec la déplorable vidéo sur le harcèlement, sponsorisée par Walt Disney et SFR, qui rend l'école et les enseignants responsables de la violence et a suscité un tollé.
Sur la réforme du collège, les formules répétées en boucle du type *« mieux apprendre pour mieux réussir en donnant davantage d'autonomie aux équipes »* **sonnent carrément creux. Nos collègues mesurent chaque jour un peu plus que cette réforme mène au chaos. Et les séances de** « formation » **ne font que le confirmer.**

Mais les faits ont la peau dure. Une fuite vient de révéler un courrier du recteur de Nantes adressé aux chefs d'établissements de l'enseignement privé qui attire leur attention *« sur la situation des personnels susceptibles de perdre leur contrat, des heures ou qui souhaitent changer de discipline, voire de métier. »* **parce que** *« la rentrée 2016 sera marquée par la mise en œuvre de la réforme du collège »* **et qu'il convient de l'anticiper d'ici janvier 2016.**

Les grilles horaires sont les mêmes dans le public et dans le privé, pour toutes les académies. La réforme c'est donc aussi un plan de réduction des moyens et de reconversion forcée, comme nos collègues de STI l'ont subi !

Il y a plus. Le budget de l'éducation 2016 voté au parlement avoue plus de 3 000 départs en retraite non remplacés. Et on ose nous annoncer des créations de postes.

Et aussi. L'accord dit PPCR, que la majorité des syndicats de la fonction publique (FO, CGT, Solidaires) a refusé de signer, est présenté comme devant permettre une revalorisation de nos salaires, d'ici … 2020. Mais pour 2016, cela se traduirait par une économie de 301 millions du fait de *« l'harmonisation »* **des rythmes d'avancement d'échelon sur les trois versants de la fonction publique. Le point d'indice devrait rester bloqué, et les salaires encore baisser au 1er janvier.**

Et encore ! Le décret d'application de la réforme territoriale à l'Éducation nationale présenté le 3 novembre au CTM, qui crée des « régions académiques »**, adaptées aux 13 régions, prévoit que** *« pour toute question (en plus de celles déjà dévolues aux régions) le comité régional académique peut décider de mettre en place des politiques coordonnées. ».*
On nous prépare donc 13 agences en charge de politiques d'éducation régionale.

Il y a donc un gouffre entre les discours officiels et la réalité. Quant au *« dialogue social »***, il n'en est meilleure illustration que le refus de la ministre de recevoir les 15 organisations syndicales du secondaire, qui représentent plus de 80% des voix aux élections.**
Dans ce contexte, il est indispensable de résister.
C'est ce que la confédération FO a fait en refusant de signer l'accord sur les retraites complémentaires, MEDEF-CFDT-CGC-CFTC, qui va couper dans les droits de tous les salariés du privé et ouvre la porte à un nouvel allongement de la durée de cotisation pour tous.
C'est ce que nous faisons face à la réforme du collège, en participant à l'intersyndicale du secondaire, ancrée sur la revendication d'abrogation de la réforme du collège.

Mais la résistance locale aux formations formatages ne suffira pas. L'appel intersyndical du 3 novembre pose la question de monter d'un cran dans le rapport de force : c'est une nécessité. Nous prenons nos responsabilités : nous mettons en discussion dans les réunions et assemblées du personnel la préparation de la grève unie, massive, pour gagner, rassemblant la majorité de nos plus de 350 0000 collègues jusqu'au retrait de la réforme.
Obtenir un recul sur la réforme du collège, ce serait aussi ouvrir une brèche dans l'ensemble des contre-réformes.